

ÉNERGIE

Panorama général, population des entreprises, activités, chiffre d'affaires, créations et disparitions des entreprises, Indice de dynamisme entrepreneurial

AVRIL 2022





Un secteur sous forte tension

Sommaire

PARTIE 1

Panorama général

3

PARTIE 2

Population des entreprises

8

PARTIE 3

Activité et chiffre d'affaires

11

PARTIE 4

Focus créations, disparitions et dynamisme entrepreneurial

16

PARTIE 5

Défaillances d'entreprise

20

PARTIE 6

Méthodologie

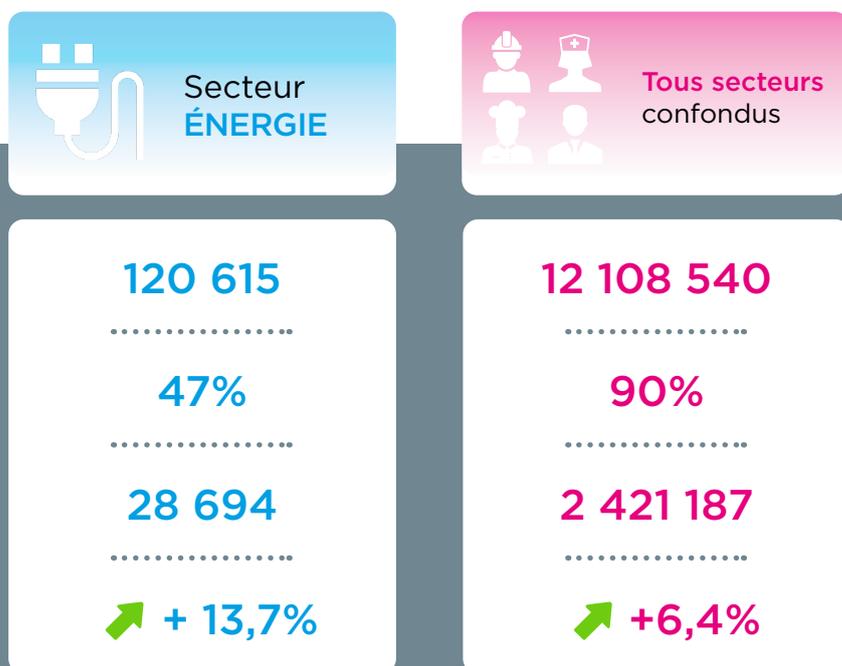
25

PANORAMA GÉNÉRAL



TISSU ENTREPRENEURIAL

Synthèse

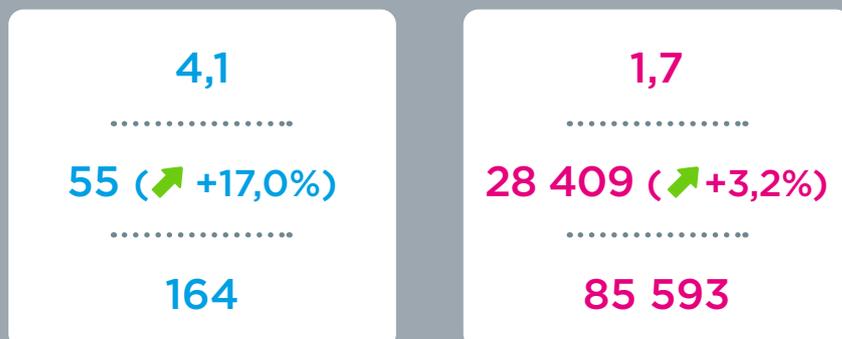


Dynamisme

INDICE DE DYNAMISME ENTREPRENEURIAL
au 31 décembre 2021

DÉFAILLANCES
au 28 février 2022 sur 12 mois glissants

EMPLOIS MENACÉS
par les défaillances au 28 février 2022
sur 12 mois glissants



Les activités du secteur étudié sont listées en annexe de cette étude

SECTEUR ÉNERGIE

LA FRANCE LARGEMENT DÉPENDANTE DE L'EXTÉRIEUR

Selon le Ministère de la transition écologique, le secteur de l'Énergie représente 2% de la valeur ajoutée en France mais pèse pour 25 Md€ dans le déficit commercial de la France. La dépense contrainte d'énergie est de l'ordre de 9% dans le budget des ménages ; une part qui augmente sensiblement dans le difficile contexte géostratégique actuel.

Depuis le premier choc pétrolier de 1973, la montée en puissance du nucléaire a divisé par deux les importations de pétrole. Cette mise en place du programme nucléaire a permis à la France d'être exportatrice d'électricité depuis une quarantaine d'années. Toutefois, cette indépendance énergétique du pays ne s'améliore plus depuis un quart de siècle.

Actuellement, la production nationale primaire représente un peu plus de la moitié de l'approvisionnement en énergie du territoire. Depuis la fin définitive de leur exploitation sur le territoire, la France importe la quasi-totalité des énergies fossiles qu'elle consomme (charbon, gaz et pétrole). Elle en a progressivement diversifié la provenance géographique. Les événements géopolitiques actuels poussent la France à un nouveau round afin d'assurer son approvisionnement à court et moyen termes.

LA DIFFICILE ÉMERGENCE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Si l'électricité et le gaz naturel, moins émetteurs de gaz à effet de serre, se sont progressivement substitués au charbon et au pétrole dans de nombreux secteurs d'activité, le pétrole demeure prépondérant dans les transports.

Représentant 75% de la production énergétique, le nucléaire était en baisse de 8,7% en 2020 par rapport à 2019, affecté par de nombreuses indisponibilités de centrales en maintenance. Cette situation a été aggravée par la pandémie de Covid-19 qui a entraîné de nombreux retards dans les process : la production nucléaire est ainsi retombée de façon inédite à un niveau bas depuis la fin des années 1990. Après un léger redressement de la production en 2021, l'exercice 2022 n'améliorera pas la tendance avec de nouveaux arrêts programmés.

Les énergies renouvelables occupent une part croissante dans le mix énergétique national, soit 19,1% de la consommation finale brute d'énergie en France en 2020, en deçà des objectifs de 23%. La croissance de la production primaire d'énergies renouvelables est principalement due à l'essor des biocarburants, des pompes à chaleur et de la filière éolienne. En 2021, la France a produit environ 24% de son énergie grâce au renouvelable avec par ordre décroissant : l'hydraulique (12%), l'éolien (7%), le solaire (3%) et les bioénergies (2%) ; une part qui croît régulièrement avec 33% d'objectif national à l'horizon 2030.

Concernant l'éolien, trois régions totalisent près de 60% de la production d'électricité nationale (Grand-Est, Hauts-de-France et Occitanie). Ce parc éolien est exclusivement implanté sur terre, tandis que 7 nouveaux parcs éoliens en mer sont en cours de développement en Normandie, Bretagne et Hauts-de-France. Ces parcs doivent être mis en service entre 2022 et 2027 mais les oppositions locales restent nombreuses, d'autant que le processus de développement est très long. Des études de faisabilité jusqu'à la mise en service et l'exploitation, il faut en effet compter en moyenne 8 ans en France contre 4 ans en Allemagne.



PANORAMA GÉNÉRAL



Pour le solaire, le marché français était orienté vers les installations en sites isolés avant l'arrivée des installations dites « raccordées réseau » pour les particuliers, les entreprises et les logements collectifs. De grandes fermes solaires ont également vu le jour dans des zones géographiques à fort potentiel. Quatre régions au sud de la Loire se partagent près de 80% de la production nationale (Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle Aquitaine, Occitanie, Région Sud-PACA). Néanmoins, malgré son développement, le parc solaire ne représente aujourd'hui que 3% de l'électricité produite.



Eolien et solaire dépendent essentiellement de producteurs étrangers pour leurs matériels et ne sont pas des énergies en flux constant. La durée de vie d'un panneau solaire oscille entre 20 et 40 ans. Pour une éolienne, la durée de vie est de 20 à 30 ans, alors que des parcs existants sont déjà démantelés avant d'atteindre cet âge. La technologie ayant évolué, le remplacement se fait avec des éoliennes plus puissantes et plus rentables.

Quant aux bioénergies produites à partir de matières biologiques (bois, productions agricoles, déchets organiques), utilisées pour produire de l'électricité, de la chaleur, des carburants, elles restent pour l'heure confidentielles : 2% de la production nationale d'énergie.



« Plus que jamais, la France doit gagner son indépendance énergétique, afin de préserver son économie, le budget des ménages et afin de répondre aux enjeux environnementaux. A ce titre, le déploiement des énergies renouvelables apparaît central, au même titre que le changement de nos habitudes de consommation. »



Max Jammot
Responsable du pôle d'études économiques chez Ellisphere

UN TISSU ENTREPRENEURIAL TOUJOURS CONCENTRÉ, PORTÉ PAR LE SOLAIRE ET L'INITIATIVE PRIVÉE

Entre 1999 et 2007, le marché de l'énergie (électricité et gaz) a été modifié au sein de l'Union européenne par l'ouverture à la concurrence, qui a permis progressivement à tous les consommateurs de pouvoir choisir leurs fournisseurs. Cette évolution a débouché en 2004, pour les opérateurs nationaux, à une séparation des activités de production, transport, distribution et fourniture de l'énergie.

En France, le secteur de l'Énergie reste concentré entre grands opérateurs historiques de production et de distribution d'énergie : électricité (EDF et ENEDIS), gaz (ENGIE) et pétrole (TOTAL, ESSO). Sur ce secteur, 67% de l'activité sont réalisés par les entreprises de plus de 250 salariés.

Le nombre d'entreprises actives, même s'il progresse de 13,7% entre janvier 2021 et 2022, demeure limité avec près de 56 500 entités, exploitant un peu plus de 120 600 établissements (agences commerciales, sites techniques d'exploitation ou de vente au détail). Ce sont les activités liées à l'électricité et en particulier, celles de production, qui sont les plus dynamiques, portées par les réseaux connectés offrant aux particuliers, entreprises ou logements collectifs, la possibilité de revendre de l'énergie renouvelable (solaire, éolien, géothermique, hydraulique...) aux distributeurs historiques ou aux opérateurs implantés depuis la libéralisation du marché.

PANORAMA GÉNÉRAL



Entre 2012 et 2021, il s'est ainsi créé près de 38 500 nouvelles entités dans le secteur de l'Énergie dont 83,6% pour l'électricité (80% d'entre elles étant pour la seule activité de production d'électricité). Il s'agit d'un niveau important soutenu par les réseaux connectés de revente dont profitent désormais les particuliers avec 57,3% des entreprises créées sous la forme d'entreprises individuelles. A l'opposé, le secteur du pétrole et des hydrocarbures décline en nombre d'entreprises sur la décennie étudiée ; c'est pour l'heure le réseau de détail qui paie le plus lourd tribut avec près de 1 330 fonds de détaillants en carburants disparus.

Le nombre de défaillances (ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directe) reste limité dans ce secteur résilient. A fin février 2022 sur 12 mois glissants, ce sont 55 entreprises qui sont comptabilisées défaillantes, essentiellement dans la production d'électricité et les commerces de détail de charbon, combustibles ou carburants. Sur les dix dernières années, seules 6,4% des disparitions d'entreprise étaient le fait d'une liquidation judiciaire.

Sources :

<https://www.edf.fr/groupe-edf/espaces-dedies/l-energie-de-a-a-z/tout-sur-l-energie/produire-de-l-electricite/l-hydraulique-en-chiffres>

<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-des-energie-2021/>

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/transition-energetique-pourquoi-la-france-reste-dependante-des-hydrocarbures-150182>

https://bilan-electrique-2021.rte-france.com/production_totale

HAUSSE DES PRIX DE L'ÉNERGIE : IMPACTS SUR LES MÉNAGES ET LES ENTREPRISES



Le contexte était déjà bien compliqué ; il l'est encore plus depuis l'invasion russe en Ukraine. Ce conflit met en exergue la dépendance énergétique de la France et de l'Union Européenne ; plus précisément, vis-à-vis des énergies fossiles telles que le gaz ou le pétrole. Leurs prix ont été tirés à la hausse par le boost de la consommation, lié principalement à la reprise de l'activité en Europe (post-pandémie Covid-19) et à la reconstitution des stocks de gaz, dans un contexte d'offre contrainte.

Les prix de l'énergie ont ainsi augmenté régulièrement mais surtout considérablement. L'impact sur le budget des ménages a été brutal : électricité, gaz, fioul, gazole... Toutes les principales sources d'énergie sont ainsi concernées, avec par exemple + 12,6% pour le gaz en octobre dernier, ou encore les millions de foyers français, détenteurs de chaudières à fioul, impactés

depuis l'entrée de l'hiver par la hausse du fioul, avec un pic en moyenne nationale le 7 mars dernier, à 1 809 euros les 1 000 litres.

Outre les ménages, la problématique du carburant pèse bien entendu sur les professionnels du transport de fret, de voyageurs, au même titre que les taxis, les ambulanciers, les aides à domicile, les infirmiers libéraux ou encore les pêcheurs... Globalement, cette explosion des prix de l'énergie impacte considérablement le quotidien de chacun.

PANORAMA GÉNÉRAL



Autres secteurs fortement touchés par ces hausses des prix de l'énergie : la métallurgie et la papeterie. La production d'aluminium est particulièrement concernée par le renchérissement des coûts de l'électricité, étant donné que 13,7 mégawattheures sont nécessaires pour produire une tonne de ce métal. Quant aux papeteries, la plupart des machines fonctionnent majoritairement au gaz. De nombreux clients du secteur ont été ainsi contraints d'intégrer une hausse supérieure à 25% en quelques mois, là où, en Italie par exemple, des entreprises ont dû fermer temporairement (étant dans l'impossibilité d'absorber ou de transférer l'augmentation de ces coûts).

D'ailleurs, certaines structures se tournent désormais, avec le soutien de l'Etat français via l'ADEME, vers des chaudières biomasse à combustible solide de récupération.

Au regard du contexte actuel, le gouvernement français a élaboré un plan de résilience économique et sociale afin de tenter d'apporter des réponses ciblées aux acteurs économiques les plus touchés, et de protéger à court terme tant l'activité des entreprises que le pouvoir d'achat des ménages. Depuis le 1^{er} avril 2022, les pouvoirs publics procèdent ainsi à un remboursement de 15 centimes d'euro HT par litre de carburant. Cette mesure, effective quatre mois, consiste en une remise par l'État ; elle devrait bénéficier autant aux particuliers qu'aux professionnels.



Néanmoins, il apparaît de plus en plus clairement que les tensions sur les prix des énergies s'installent durablement. Plus que jamais, la France, au même titre que l'Union Européenne dans son ensemble, doit revoir sa politique énergétique sur le long terme.



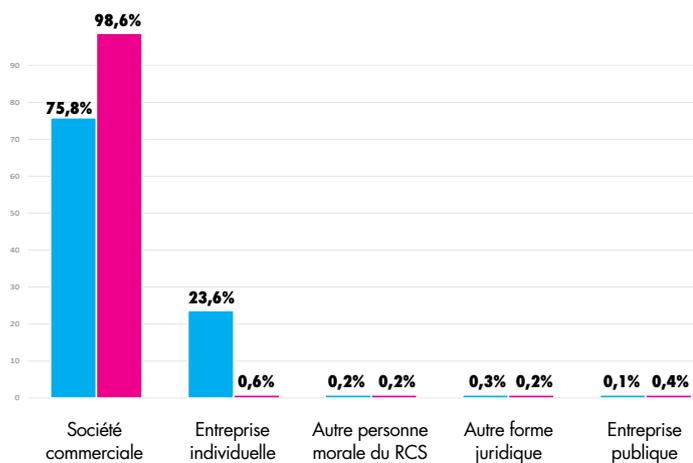
POPULATION DES ENTREPRISES

POPULATION DES ENTREPRISES

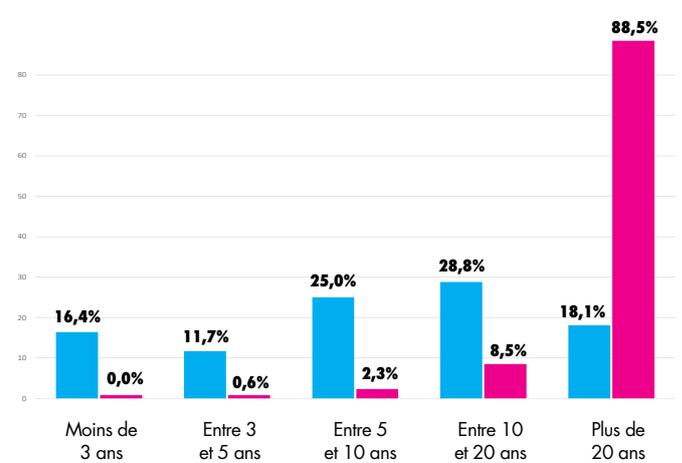


PROFIL DES ÉTABLISSEMENTS

Répartition des établissements et salariés par famille juridique



Répartition des établissements et salariés par tranche d'âge



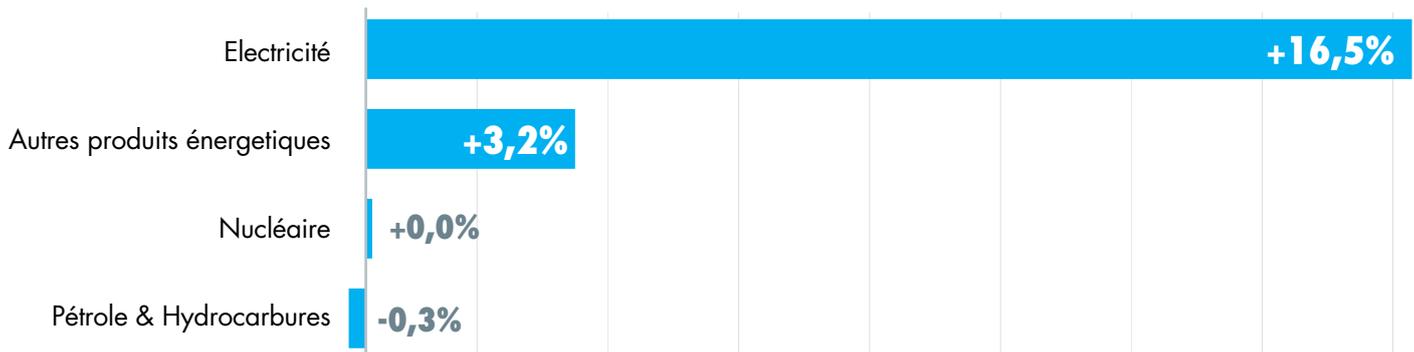
ANALYSE SECTORIELLE

Entreprises et salariés par activité (classement décroissant selon le nombre d'entreprises)

Activités	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Répartition des salariés
Electricité	47 008	83,2%	55,8%
Autres produits énergétiques	6 498	11,5%	30,9%
Pétrole & Hydrocarbures	2 984	5,3%	11,5%
Nucléaire	9	0,0%	1,8%
TOTAL	56 499	100%	100%

ANALYSE SECTORIELLE

Évolution du nombre d'entreprises entre 2021 et 2022



POPULATION DES ENTREPRISES



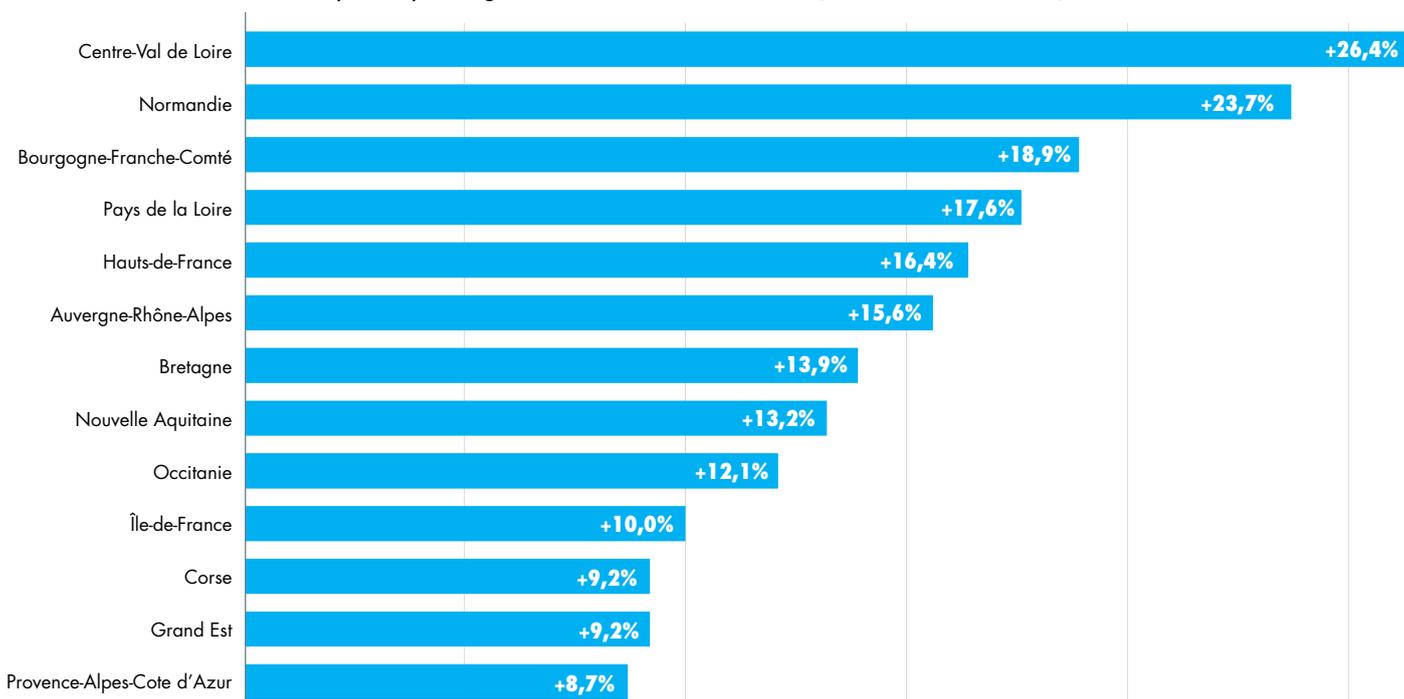
ANALYSE GÉOGRAPHIQUE

Entreprises et salariés par région (classement décroissant selon la répartition des salariés)

Régions	Répartition des salariés	Nombre d'entreprises	Pourcentage
ÎLE-DE-FRANCE	79,7%	5 883	10,4%
HAUTS-DE-FRANCE	5,6%	2 591	4,6%
AUVERGNE-RHONE-ALPES	2,7%	6 853	12,1%
NOUVELLE AQUITAINE	2,5%	6 995	12,4%
GRAND EST	2,2%	5 634	10,0%
OCCITANIE	1,5%	9 954	17,6%
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	1,2%	4 020	7,1%
NORMANDIE	1,2%	2 172	3,8%
PAYS DE LA LOIRE	1,1%	4 367	7,7%
BRETAGNE	0,8%	2 798	5,0%
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	0,6%	2 696	4,8%
CENTRE - VAL DE LOIRE	0,5%	2 143	3,8%
CORSE	0,2%	392	0,7%
TOTAL	100%	56 498	100%

ANALYSE GÉOGRAPHIQUE

Évolution du nombre d'entreprises par région (classement décroissant de la plus forte croissance à la plus faible)





ACTIVITÉS & **CHIFFRE D'AFFAIRES**

ACTIVITÉS & CHIFFRE D'AFFAIRES

À NOTER

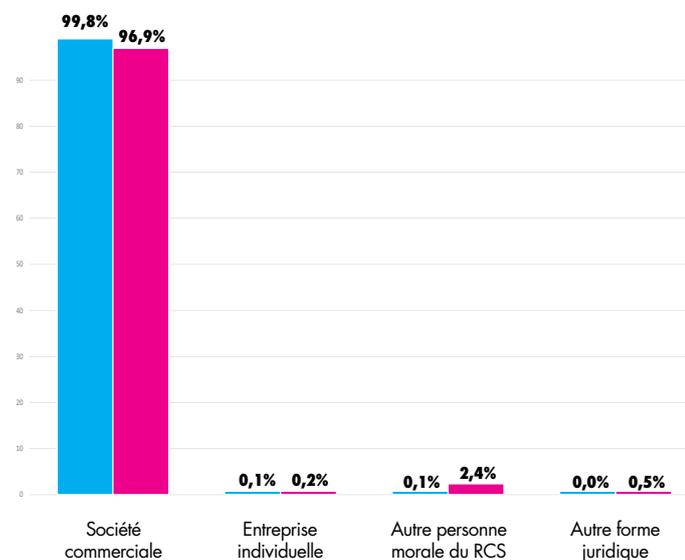
L'étude des activités et du chiffre d'affaires est réalisée sur la population des entreprises ayant publié leur bilan.

Energie

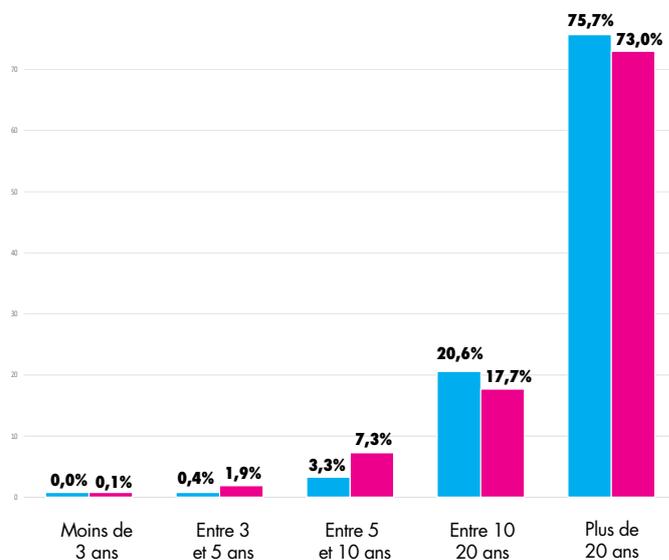
Tous secteurs confondus

DISTRIBUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

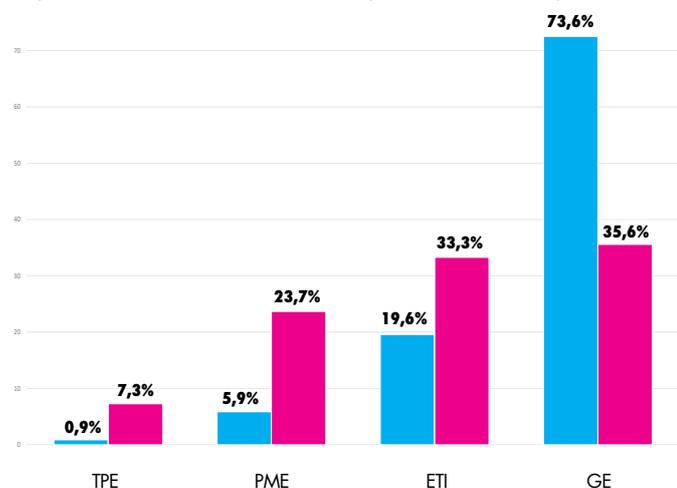
Répartition du chiffre d'affaires par famille juridique



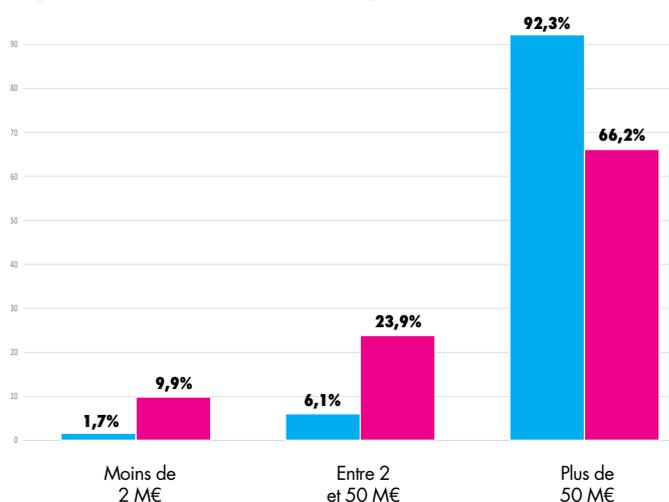
Répartition du chiffre d'affaires par tranche d'âge



Répartition du chiffre d'affaires par taille d'entreprise



Répartition du chiffre d'affaires par tranche de CA



ACTIVITÉS & CHIFFRE D'AFFAIRES

À NOTER

L'étude des activités et du chiffre d'affaires est réalisée sur la population des entreprises ayant publié leur bilan.

DISTRIBUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Détail par région (classement décroissant selon la répartition du chiffre d'affaires)

Régions	Répartition du CA	Nombre d'entreprises	Pourcentage
ÎLE-DE-FRANCE	79,7%	2 919	13,6%
AUVERGNE-RHONE-ALPES	3,5%	2 211	10,3%
HAUTS-DE-FRANCE	3,4%	869	4,1%
NOUVELLE AQUITAINE	2,8%	2 343	10,9%
PAYS DE LA LOIRE	2,0%	1 379	6,4%
GRAND EST	1,9%	2 041	9,5%
OCCITANIE	1,6%	4 847	22,6%
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	1,4%	623	2,9%
BRETAGNE	1,2%	1 064	5,0%
NORMANDIE	1,1%	599	2,8%
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	0,9%	1 693	7,9%
CENTRE - VAL DE LOIRE	0,3%	615	2,9%
CORSE	0,2%	206	1,0%
TOTAL	100%	21 410	100%

DISTRIBUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Détail par activité (classement décroissant selon la répartition du chiffre d'affaires)

Activités	Répartition du CA	Nombre d'entreprises	Pourcentage
Autres produits énergétiques	41,5%	2 165	10,1%
Électricité	33,9%	17 092	79,8%
Pétrole & Hydrocarbures	23,5%	2 146	10,0%
Nucléaire	1,1%	7	0,1%
TOTAL	100%	21 410	100%

ACTIVITÉS & CHIFFRE D'AFFAIRES

À NOTER

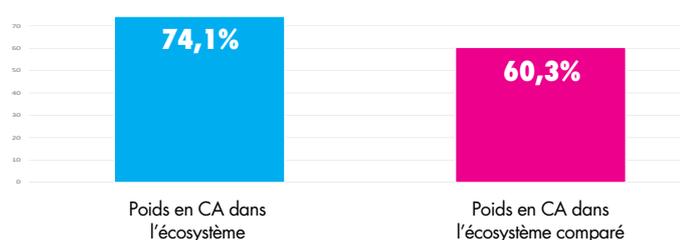
L'étude des activités et du chiffre d'affaires est réalisée sur la population des entreprises ayant publié leur bilan.

Energie

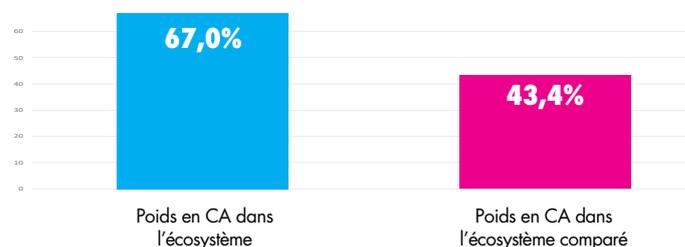
Tous secteurs confondus

CONCENTRATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES : RÉSULTATS GLOBAUX

Part du CA réalisée par les entreprises de + de 50 salariés

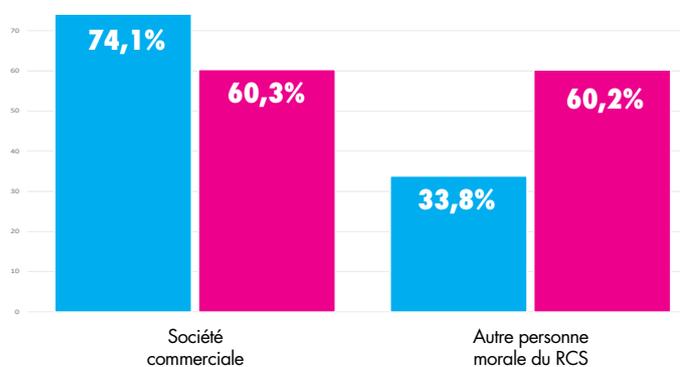


Part du CA réalisée par les entreprises de + de 250 salariés

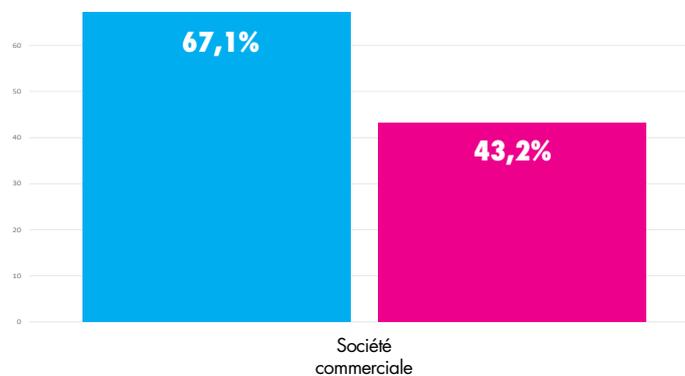


CONCENTRATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES : DÉTAIL PAR FAMILLE JURIDIQUE

Part du CA réalisée par les entreprises de + de 50 salariés dans chaque famille juridique

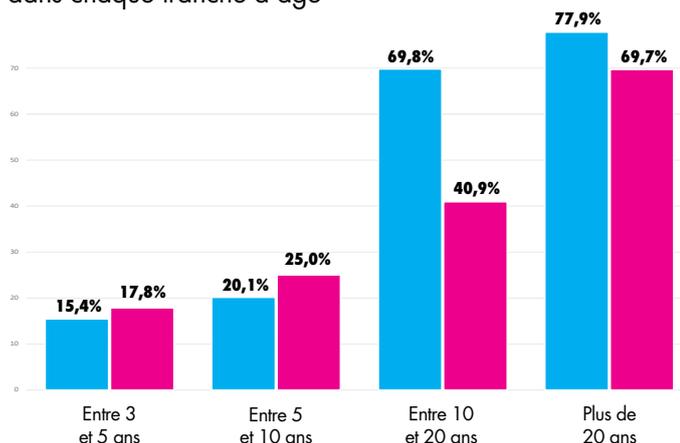


Part du CA réalisée par les entreprises de + de 250 salariés dans chaque famille juridique

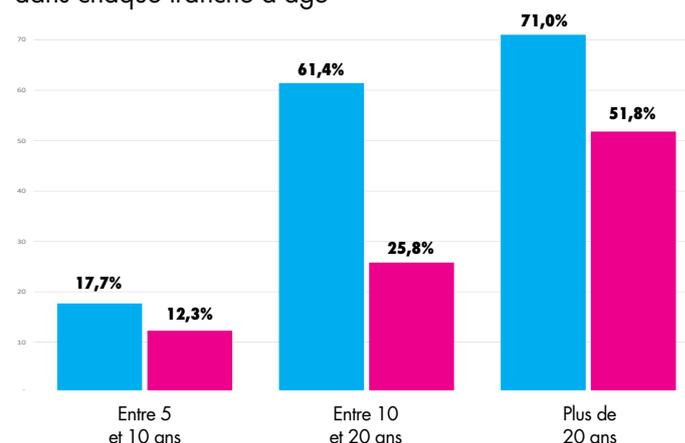


CONCENTRATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES : DÉTAIL PAR ÂGE

Part du CA réalisée par les entreprises de + de 50 salariés dans chaque tranche d'âge



Part du CA réalisée par les entreprises de + de 250 salariés dans chaque tranche d'âge



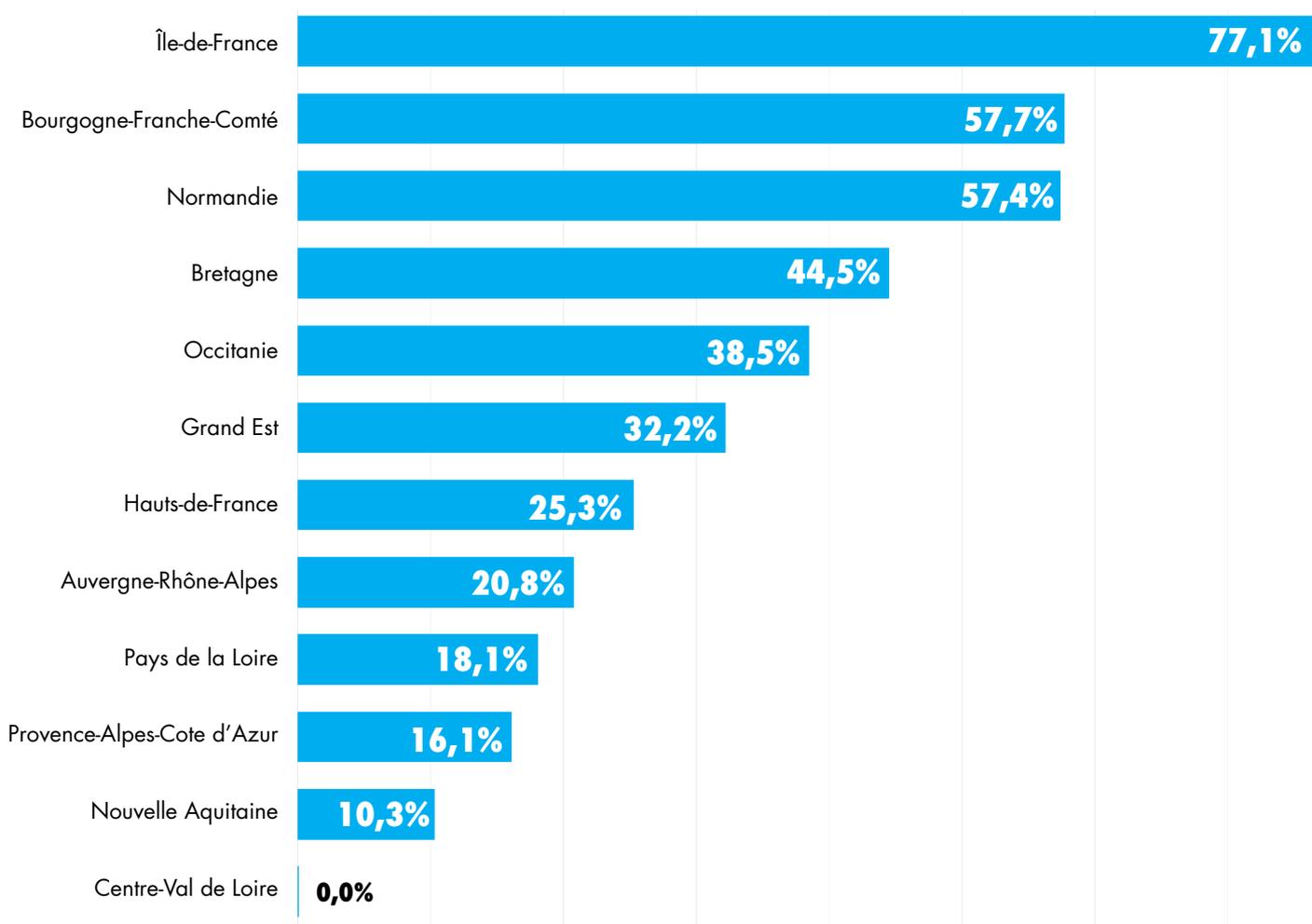
ACTIVITÉS & CHIFFRE D'AFFAIRES

À NOTER

L'étude des activités et du chiffre d'affaires est réalisée sur la population des entreprises ayant publié leur bilan.

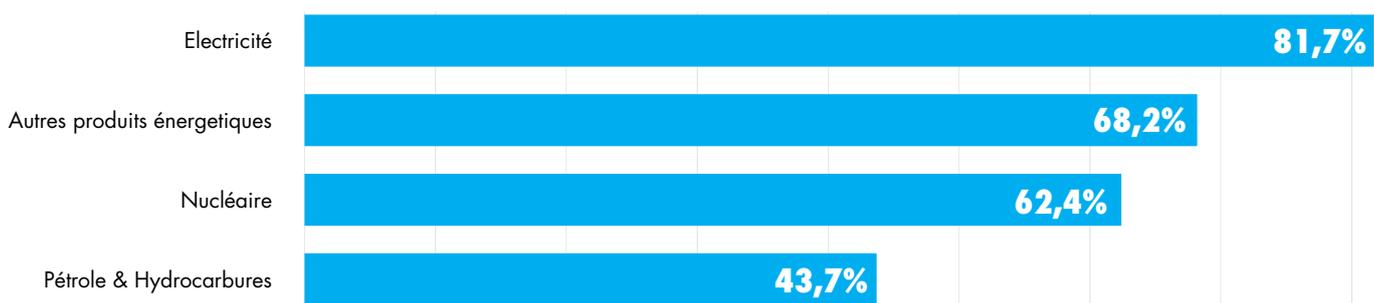
CONCENTRATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES : DÉTAIL PAR RÉGION

Part du CA réalisée par les entreprises de + de 250 salariés dans chaque région (classement décroissant)



CONCENTRATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES : DÉTAIL PAR ACTIVITÉ

Part du CA réalisée par les entreprises de + de 250 salariés dans chaque activité (classement décroissant)





FOCUS
CRÉATIONS/DISPARITIONS
INDICE DE
DYNAMISME
ENTREPRENEURIAL

CRÉATIONS & DISPARITIONS

Indice de dynamisme entrepreneurial

SYNTHÈSE

Sur 12 mois glissants (au 31 décembre 2021)

NOMBRE DE CRÉATIONS

6 039

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS

+37,0%

NOMBRE DE DISPARITIONS

1 470

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DISPARITIONS

+30,1%

DONT LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

51

INDICATEUR DE DYNAMISME ENTREPRENEURIAL (IDE)

4,1

IDE (Entreprises individuelles uniquement)

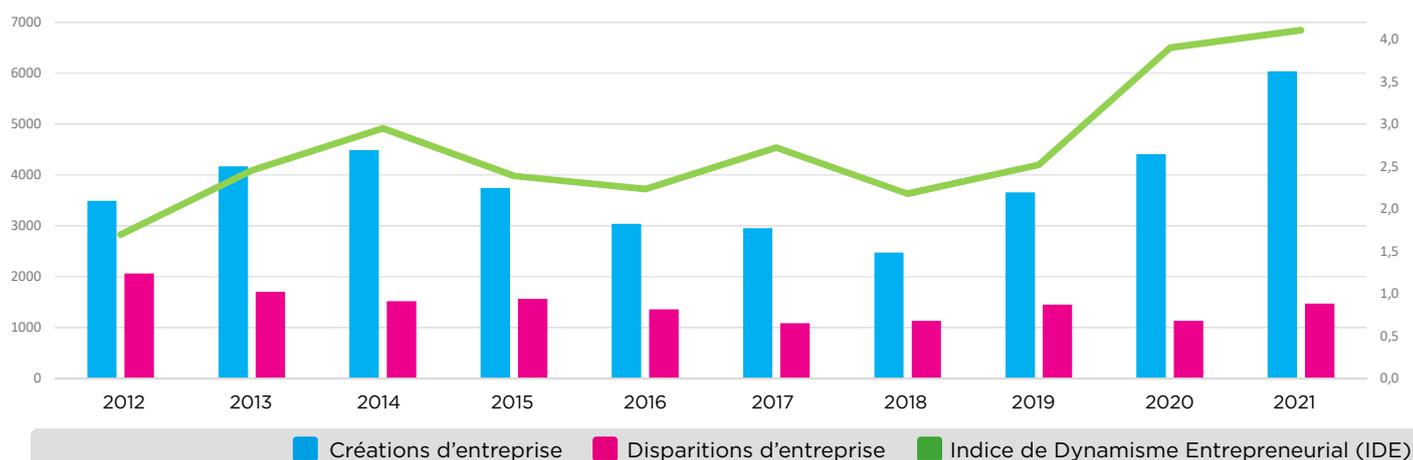
4,9

IDE (Sociétés commerciales uniquement)

3,6

Evolution des créations, disparitions et Indice de Dynamisme Entrepreneurial (IDE) du secteur

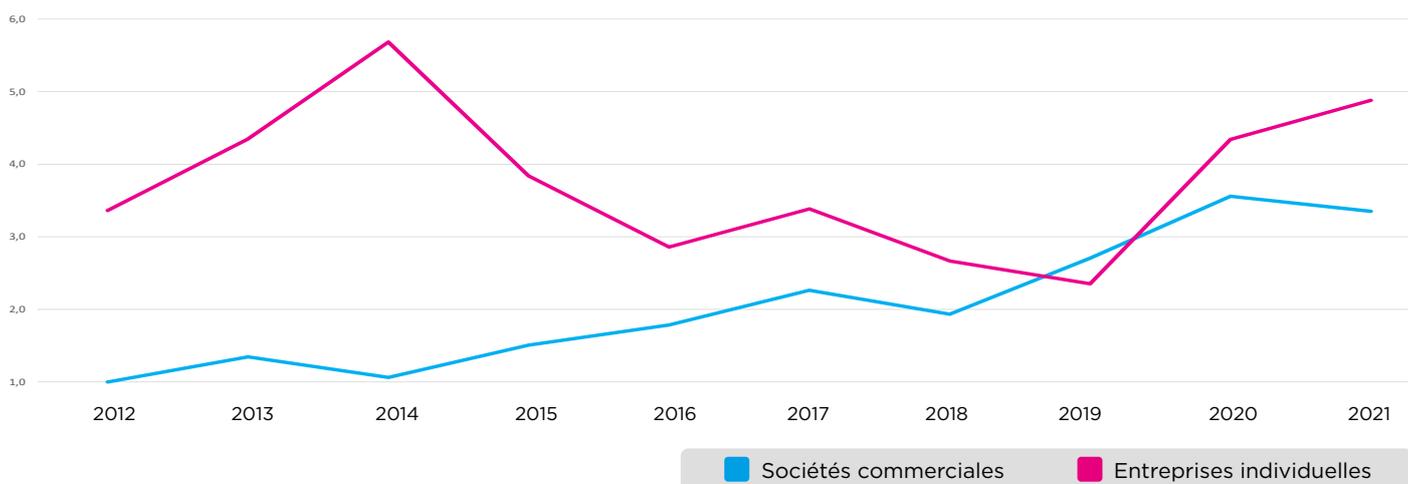
En nombre, par année depuis 2012



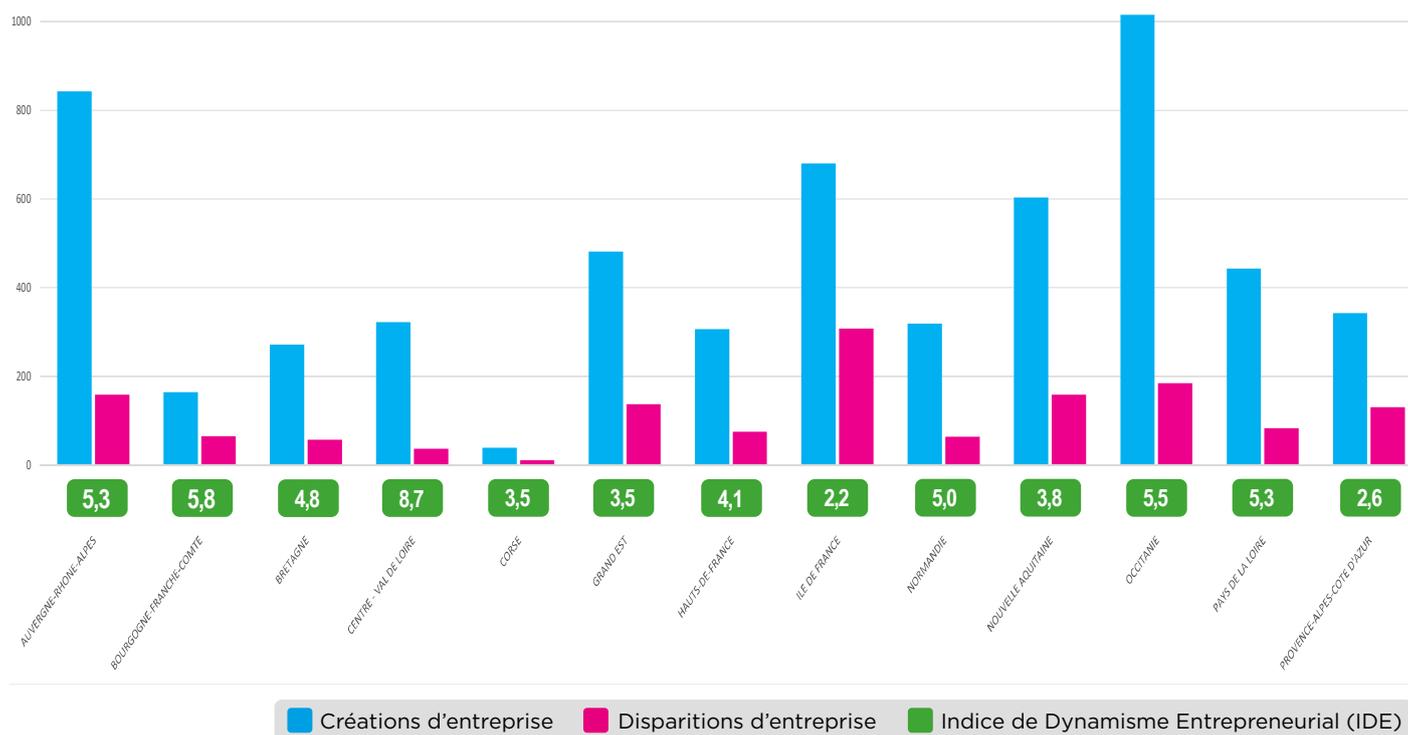
CRÉATIONS & DISPARITIONS

Indice de dynamisme entrepreneurial

Evolution de l'Indice de Dynamisme Entrepreneurial (IDE) selon le type d'entreprise par année depuis 2012



Evolution des créations, disparitions et IDE par région En nombre sur 12 mois glissants*



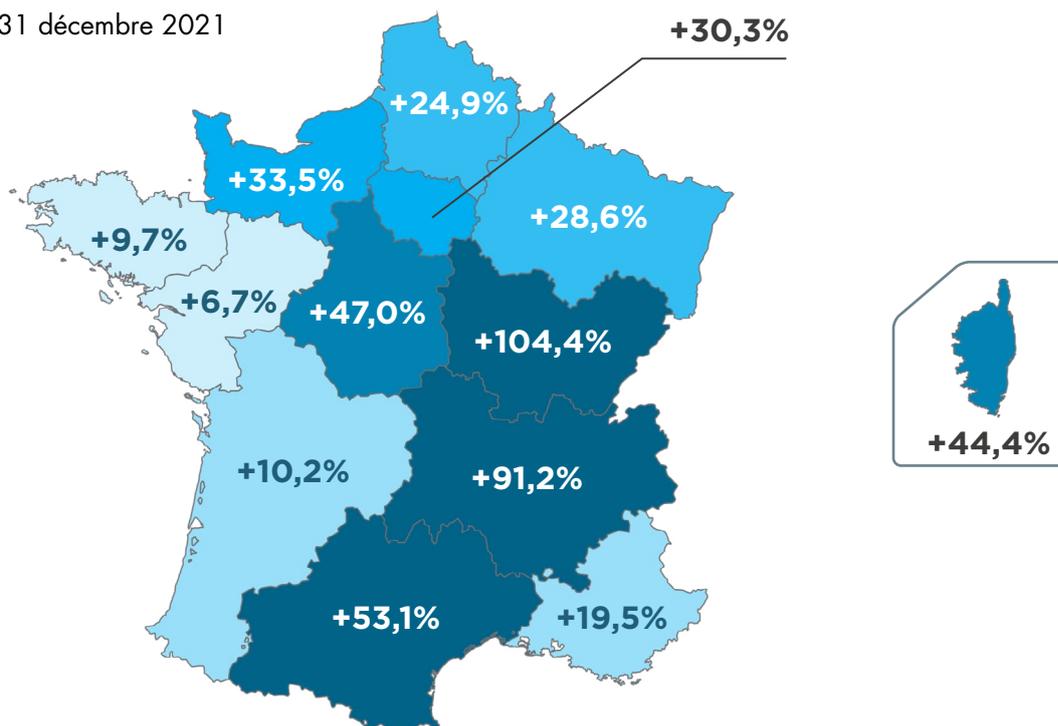
* au 31 décembre 2021

CRÉATIONS & DISPARITIONS

Indice de dynamisme entrepreneurial

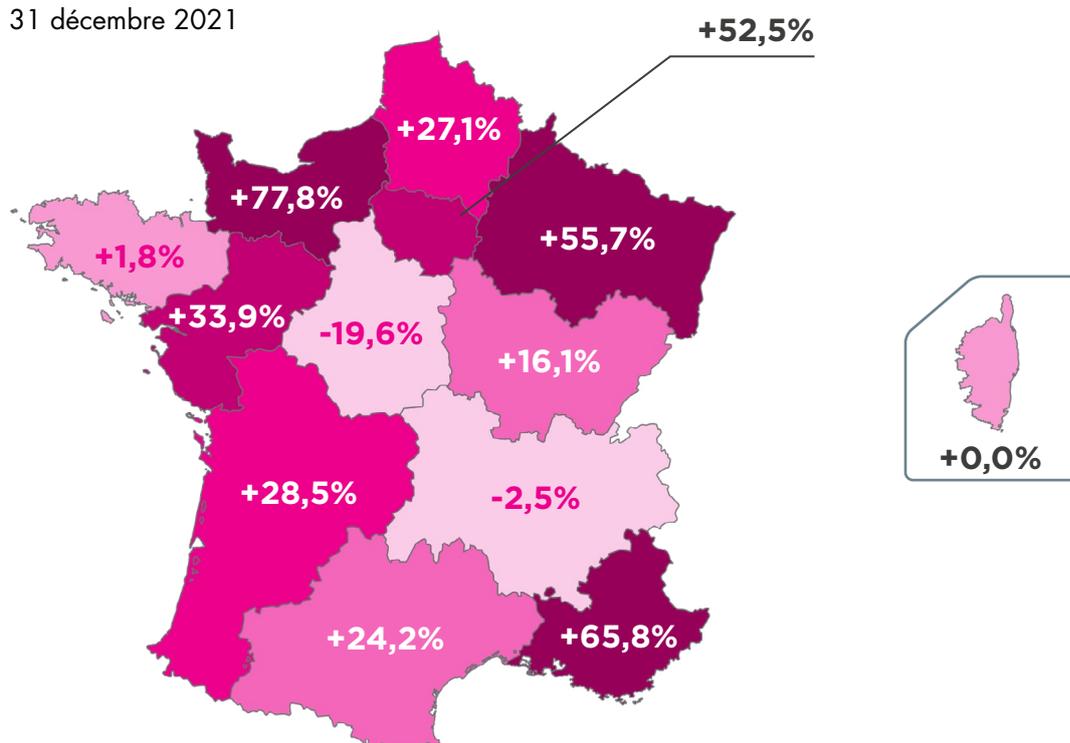
ÉVOLUTION DES CRÉATIONS PAR RÉGION

sur 12 mois glissants au 31 décembre 2021



ÉVOLUTION DES DISPARITIONS PAR RÉGION

sur 12 mois glissants au 31 décembre 2021



DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE



Commodities

Gold
AU\$00

▼
\$1146.06
(£748)

-0.94 (-0.08pc)

Brent Crude
AU\$00

▲
\$52.14
(November)

+0.54 (+1.05pc)

News

Long haul
for Tesco
Company
halts sales
spiral but
profits fall

global crisis, warns IMF

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE

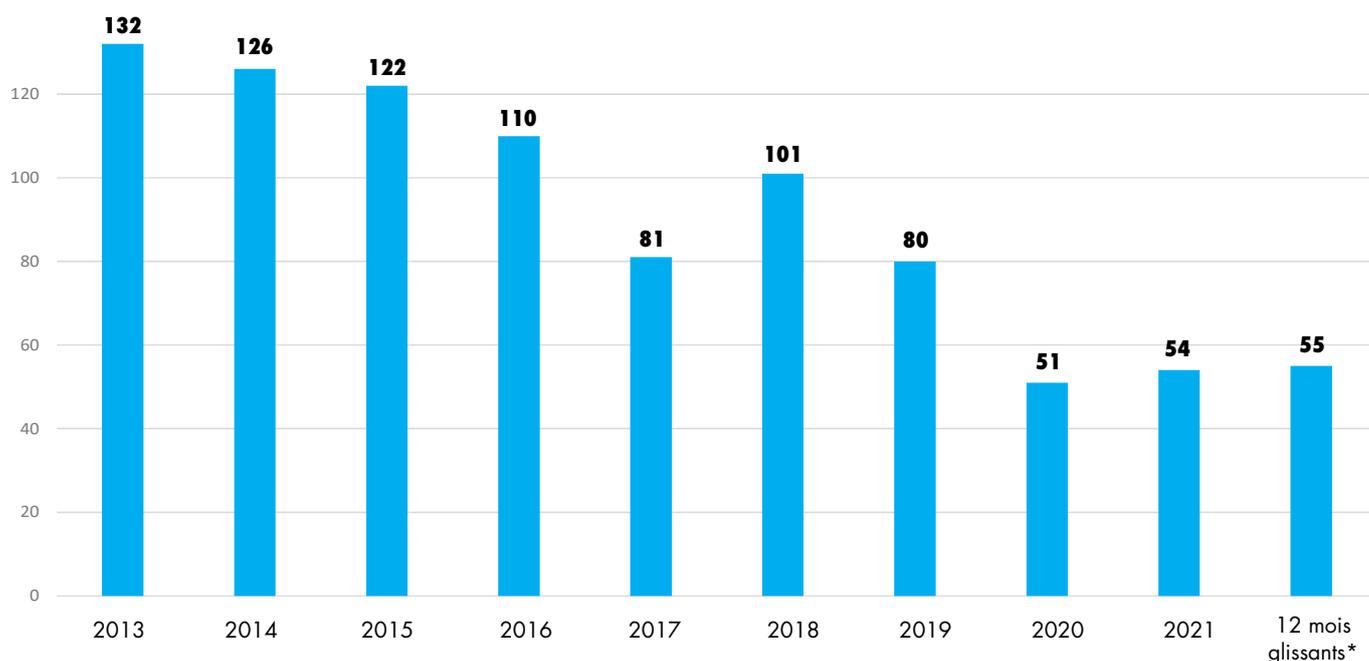
À NOTER

L'étude des défaillances porte sur les ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directe.



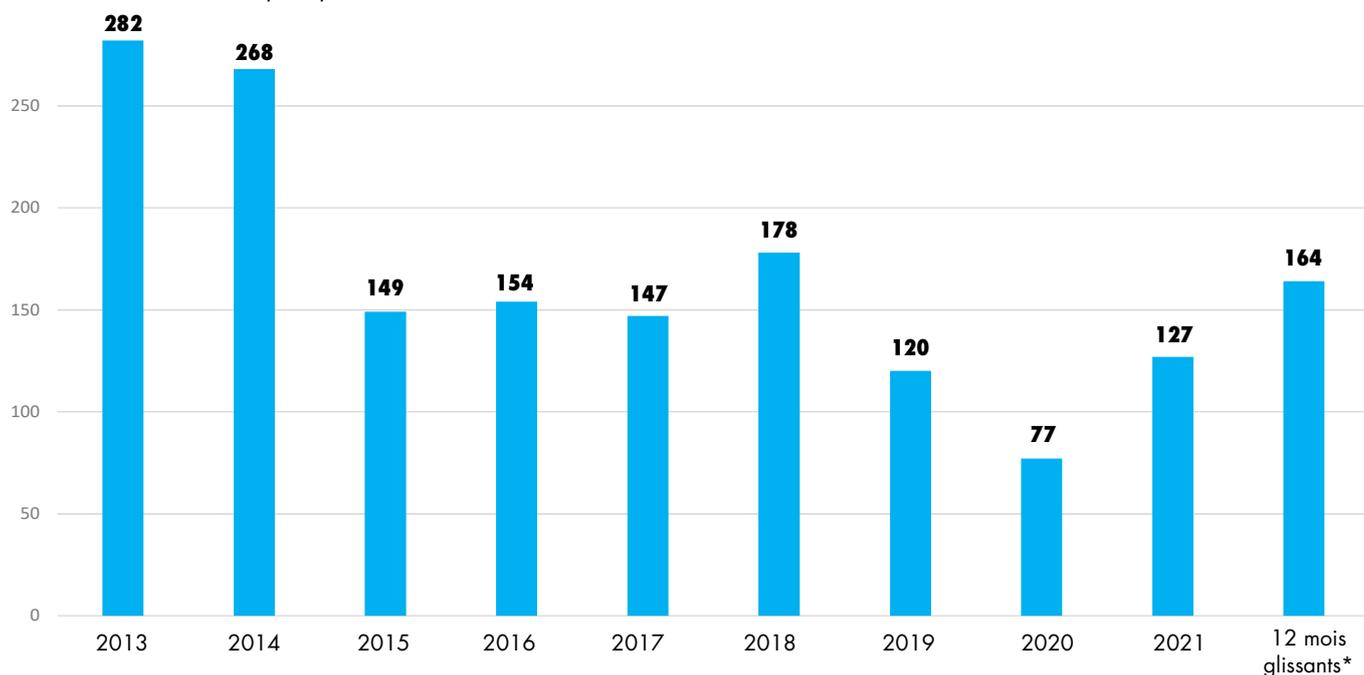
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES DEPUIS 2013

Le graphique ci-dessous illustre le nombre de défaillances depuis 2013



LE COÛT SOCIAL DES DÉFAILLANCES DEPUIS 2013

Le graphique ci-dessous recense le nombre de salariés employés par les entreprises défaillantes depuis 2013. Il permet de mesurer le risque annuel de destruction d'emplois par les défaillances.



* au 28 février 2022

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE

À NOTER

L'étude des défaillances porte sur les ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directe.

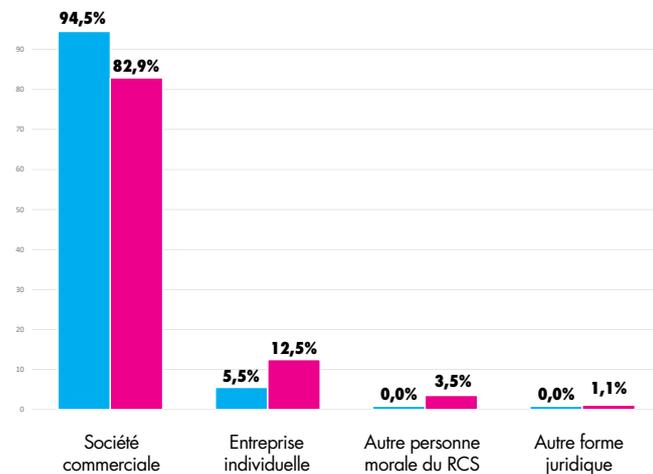
France métropolitaine

Energie

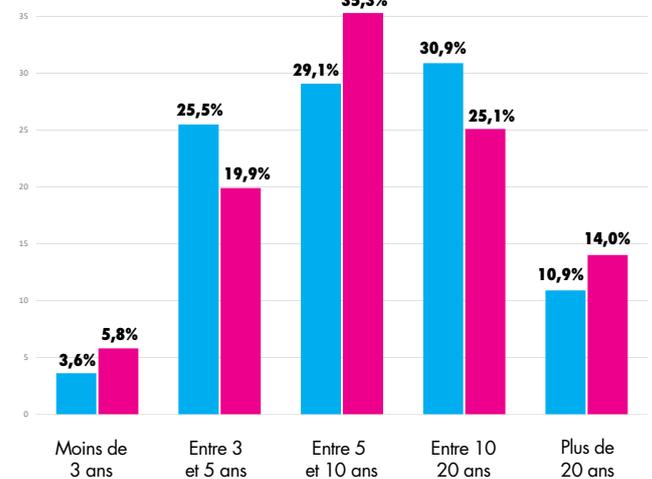
Tous secteurs confondus

RÉPARTITION DES DÉFAILLANCES (analyse sur 12 mois glissants*)

Répartition des défaillances par famille juridique



Répartition des défaillances selon l'âge des entreprises



* au 28 février 2022

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE

À NOTER

L'étude des défaillances porte sur les ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directe.

France métropolitaine

DÉFAILLANCES PAR RÉGION

en nombre et en pourcentage sur 12 mois glissants* (classement décroissant selon le nombre de défaillances)

Régions	Nombre de défaillances	Répartition	Evolution	Taux de défaillance
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	11	20,0%	120,0%	0,3%
HAUTS-DE-FRANCE	7	12,7%	133,3%	0,3%
ÎLE-DE-FRANCE	6	10,9%	50,0%	0,1%
OCCITANIE	6	10,9%	50,0%	0,1%
GRAND EST	5	9,1%	0,0%	0,1%
NOUVELLE AQUITAINE	5	9,1%	25,0%	0,1%
AUVERGNE-RHONE-ALPES	4	7,3%	-60,0%	0,1%
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	4	7,3%	100,0%	0,2%
BRETAGNE	3	5,5%	0,0%	0,1%
NORMANDIE	2	3,6%	100,0%	0,1%
CENTRE - VAL DE LOIRE	1	1,8%	-66,7%	0,1%
PAYS DE LA LOIRE	1	1,8%	-66,7%	0,0%
TOTAL	55	100%	17,0%	0,1%

DÉFAILLANCES PAR ACTIVITÉ

en nombre et en pourcentage sur 12 mois glissants* (classement décroissant selon le nombre de défaillances)

Activités	Nombre de défaillances	Répartition	Evolution	Taux de défaillance
Production d'électricité	16	29,1%	60,0%	0,0%
Commerces de détail de charbons et combustibles	12	21,8%	50,0%	0,3%
Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé	11	20,0%	-54,2%	0,4%
Commerce d'électricité	8	14,5%	300,0%	0,7%
Commerce de gros (commerce interentreprises) de combustibles et de produits annexes	5	9,1%	66,7%	0,4%
Production de combustibles gazeux	2	3,6%	-	0,3%
Production et distribution de vapeur et d'air conditionné	1	1,8%	-	0,2%
TOTAL	55	100%	17,0%	0,1%

* au 28 février 2022

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE

À NOTER

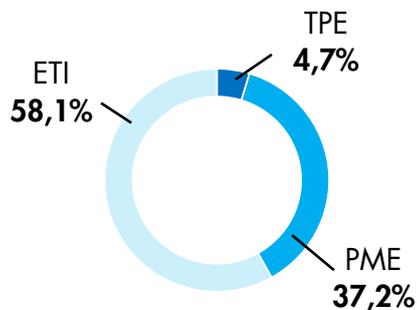
L'étude des défaillances porte sur les ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directe.



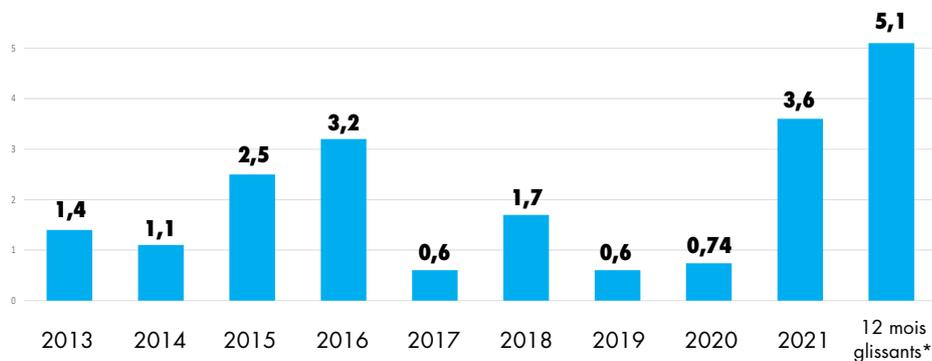
IMPACT FINANCIER DES DÉFAILLANCES

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	12 mois *
Nombre d'entreprises avec chiffre d'affaires	73	65	71	55	45	57	62	62	33	32
Part dans l'ensemble des défaillances	56,6%	49,2%	56,3%	45,1%	40,9%	70,4%	61,4%	35,0%	64,7%	58,2%

Répartition du chiffre d'affaires des entreprises défaillantes par taille

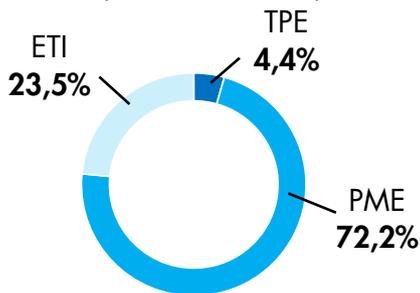


Chiffre d'affaires moyen (en M€) des entreprises défaillantes par année

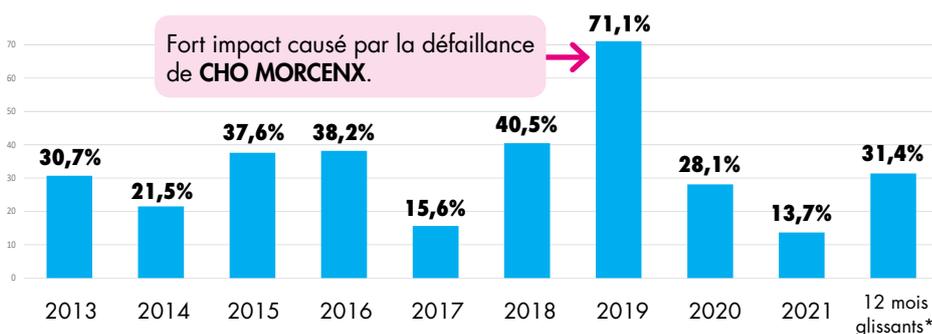


L'ENDETTEMENT FOURNISSEUR DES ENTREPRISES DÉFAILLANTES

Répartition des dettes fournisseurs des entreprises défaillantes par taille

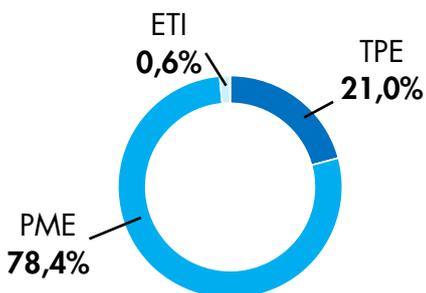


Taux des dettes fournisseurs dans le passif des entreprises défaillantes depuis 2013

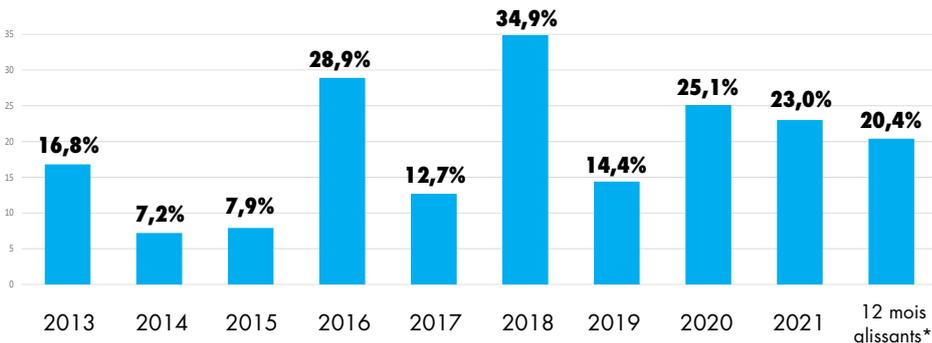


L'ENDETTEMENT BANCAIRE DES ENTREPRISES DÉFAILLANTES

Répartition des dettes bancaires des entreprises défaillantes par taille



Taux des dettes bancaires dans le passif des entreprises défaillantes depuis 2013



Les données utilisées dans cette étude sectorielle d'environnement économique sont extraites de la base d'Ellisphere le 22 mars 2022 pour le panorama général (activités et chiffre d'affaires), le 28 février 2022 pour les défaillances et le 31 décembre 2021 pour l'IDE.

Cette étude considère les entités immatriculées avec SIREN et NIC en France métropolitaine dont l'activité et la forme juridique sont connues à la date d'extraction.

LE PROFIL DES ENTITÉS ÉTUDIÉES PREND EN COMPTE :

l'adresse du siège social et des établissements, le code APE/NAF, le statut juridique, l'année de création, l'effectif, les éléments de bilans sociaux ou consolidés publiés et disponibles dont le chiffre d'affaires, les dettes fournisseurs et bancaires, le total bilan.

Ces éléments de profil sont agrégés et restitués par critère géographique, sectoriel, juridique ou d'ancienneté des entreprises.

LE TISSU ÉCONOMIQUE comptabilise les entités actives avec leur siège social et leurs établissements (hors cessations et liquidations judiciaires).

LES ACTIVITÉS ET LE CHIFFRE D'AFFAIRES correspond au cumul des derniers chiffres d'affaires consolidés ou sociaux publiés des entreprises, présents dans la base Ellisphere à la date d'extraction. Cette analyse est fondée sur un historique de 10 ans.

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE sont comptabilisées sur 12 mois glissants et prennent en compte les ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directe.

L'impact social cumule et répartit par profil le dernier effectif connu des entreprises défaillantes.

L'impact financier cumule et répartit par profil les derniers éléments bilantiels connus des entités défaillantes.

DÉFINITIONS

Créations : le comptage des créations prend en compte toutes les entités juridiques dont la date initiale d'immatriculation auprès du greffe ou celle déclarée à l'INSEE est connue.

Disparitions : le comptage des disparitions prend en compte toutes les entités juridiques dont la date de cessation d'activité est connue, qu'il s'agisse d'une cessation hors procédure collective ou d'une liquidation judiciaire.

Taux de sinistralité : quand la disparition est le fait d'une liquidation judiciaire, elle est sous-catégorisée pour calculer de taux de sinistralité (ratio entre le nombre de liquidations et le total des disparitions).

Indice de Dynamisme Entrepreneurial (IDE) : il est le rapport entre le nombre total de créations et le nombre total de disparitions d'entreprise sur un secteur d'activité, une zone géographique...

Activités étudiées (Naf)

0610Z - Extraction de pétrole brut
0620Z - Extraction de gaz naturel
0721Z - Extraction de minerais d'uranium et de thorium
0910Z - Activités de soutien à l'extraction d'hydrocarbures
1920Z - Raffinage du pétrole
2013A - Enrichissement et retraitement de matières nucléaires
2446Z - Elaboration et transformation de matières nucléaires
3511Z - Production d'électricité
3512Z - Transport d'électricité
3513Z - Distribution d'électricité
3514Z - Commerce d'électricité
3521Z - Production de combustibles gazeux
3522Z - Distribution de combustibles gazeux par conduites
3523Z - Commerce de combustibles gazeux par conduites
3530Z - Production et distribution de vapeur et d'air conditionné
4612A - Centrales d'achat de carburant
4671Z - Commerce de gros (commerce interentreprises) de combustibles et de produits annexes
4730Z - Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé
4778B - Commerces de détail de charbons et combustibles

Le référentiel d'Ellisphere met à disposition de l'information économique, légale, financière et extra-financière sur près de 16,8 millions d'entités françaises jusqu'à 10 ans après leur date de cessation.

SUIVEZ

L'ACTUALITÉ D'ELLISPHERE



www.ellisphere.com



[@ellisphere](https://www.linkedin.com/company/ellisphere)



[@ellisphere](https://twitter.com/ellisphere)



[@ellisphere](https://www.youtube.com/channel/UC...)



[_ellisphere_](https://www.instagram.com/_ellisphere_)



Pour plus d'information sur nos études :

pole_statistiques_economiques@ellisphere.com

ellispherē

Pour un monde économique fiable et une croissance durable

www.ellisphere.com

Lille - Lyon - Marseille - Paris La Défense - Nantes - Strasbourg - Toulouse - Tours
Siège social : Tour Franklin - 100-101 Terrasse Boieldieu - 92042 Paris La Défense Cedex
Adresse postale : 37 rue Sergent Michel Berthet - CS 99063 - 69255 Lyon Cedex 09
S.A.S. au capital de 2 519 229 euros - 482755741 RCS Nanterre